

Mandats d'arrêt contre Buyoya : l'UA demande au Burundi de calmer le jeu

RFI, 02-12-2018 Dans une déclaration, le président de la Commission de l'Union africaine demande à Bujumbura d'éviter de prendre des mesures qui pourraient compliquer le règlement du conflit. La déclaration de Moussa Faki Mahamat (photo, à gauche) intervient au lendemain de la décision du procureur général du Burundi de lancer un mandat d'arrêt contre l'ancien président Pierre Buyoya (photo, à droite).

Le président de la Commission de l'UA presse Bujumbura de ne rien faire pour compliquer une crise qui est déjà bien assez. Dans une déclaration, Moussa Faki Mahamat demande à « l'ensemble des acteurs concernés », autrement dit aux autorités burundaises, de s'abstenir de prendre des mesures, y compris « judiciaires », de nature à compliquer la recherche d'une solution à la crise. Il n'a pas besoin de mentionner les mandats d'arrêt internationaux que Buyoya vient de lancer contre l'ex-président Pierre Buyoya pour son rôle dans la mort de l'ex-président, Melchior Ndadaye. L'allusion est transparente. En clair : l'Union africaine demande au président Pierre Nkurunziza de calmer le jeu et d'assister, fin décembre, au prochain sommet régional sur le Burundi. Mais la déclaration du président de la Commission a du mal à passer à Bujumbura. Si le porte-parole du gouvernement, Prosper Ntahorwamiye, a refusé de s'exprimer sur RFI, l'ambassadeur du Burundi aux Nations unies a réagi de façon cinglante sur les réseaux sociaux. Dans un tweet adressé à Moussa Faki Mahamat, l'ambassadeur Albert Shingiro prie « certains acteurs de la communauté internationale de ne pas infantiliser le Burundi en s'ingérant dans ses affaires politiques ».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});